



HAL
open science

Les investissements du désarmement et de la paix

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les investissements du désarmement et de la paix. La conversion économique du secteur militaire, *Economica*, 1994. hal-03537784

HAL Id: hal-03537784

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03537784v1>

Submitted on 20 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les investissements du désarmement et de la paix

Jacques Fontanel

La conversion économique du secteur militaire
Economica, Paris, 1994.

Le désarmement a souvent été associé à l'idée de « dividendes de la paix ». Or, un processus de réduction drastique des dépenses militaires conduit souvent à une récession économique, même si d'autres dépenses publiques sont engagées en compensation. Le capital des industries d'armement est souvent devenu obsolète, car leur reconversion dans le domaine civil n'est pas possible économiquement compte tenu de la compétition économique. A terme, à niveau de sécurité équivalent, la paix offre de plus grandes perspectives de croissance économique, mais il faut d'abord tenir compte des crises sectorielles ou régionales qui vont apparaître à court terme. La relation entre les innovations technologiques et la R&D militaire s'est avérée très forte dans le développement économique de la guerre froide. Il convient alors d'engager des politiques économiques diversifiées pour favoriser la compétitivité des entreprises et éviter le sous-emploi.

Disarmament has often been associated with the idea of a 'peace dividend'. However, a process of drastically reducing military spending often leads to economic recession, even if other public expenditures are made to compensate. The capital of the arms industries has often become obsolete, because their reconversion into the civilian domain is not economically possible given the economic competition. In the long term, for an equivalent level of security, peace offers greater prospects for economic growth, but one must first take into account the sectoral or regional crises that will appear in the short term. The relationship between technological innovation and military R&D proved to be very strong in the economic development of the Cold War. Diversified economic policies are therefore needed to promote the competitiveness of companies and avoid underemployment.

Désarmement, conversion économique, politique économique, paix, guerre, dépenses militaires

Disarmament, economic conversion, economic policy, peace, war, military expenditures

La paix permet de développer les productions destinées au bien-être des populations. Si à l'origine, elle se présente comme un coût, celui du désarmement, elle fournit ensuite des aménités positives comparables à celles fournies par les investissements.

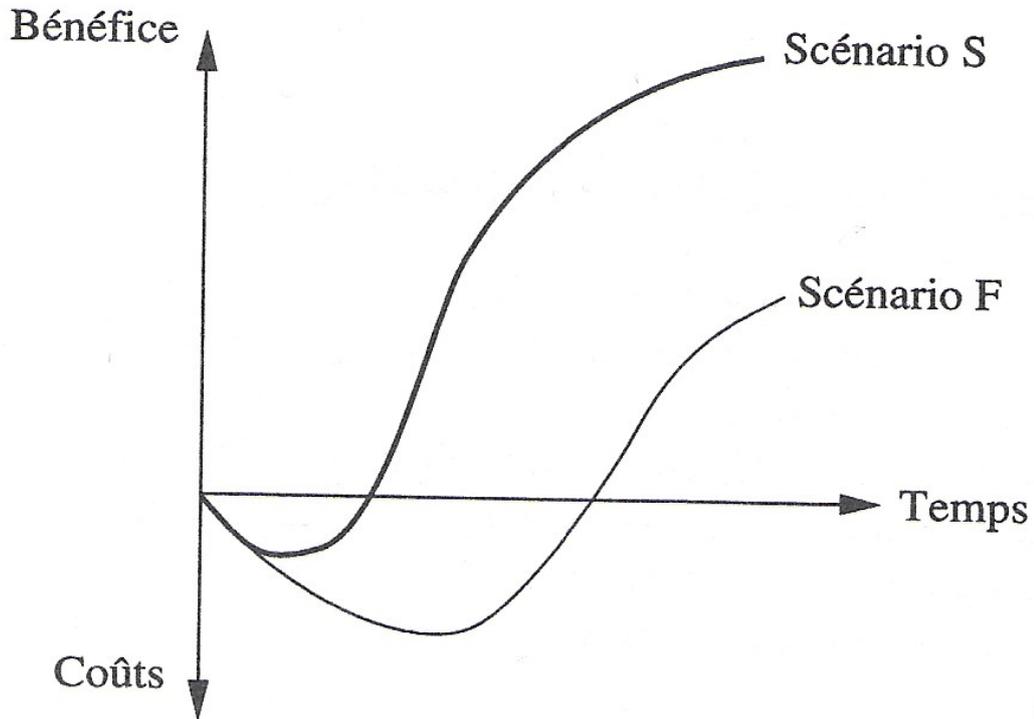
Pour la Rapport de l'UNIDIR (1992), il est inexact de parler de dividendes de la paix, car toutes les procédures (techniques, financières, économiques) de conversion est couteuse. Il n'en reste pas moins vrai qu'à long terme des effets très positifs peuvent être attendus d'une réduction substantielle des efforts militaires nationaux de désarmement. Il est plus judicieux alors de parler d'investissement de la paix.

Le coût de l'investissement

Un processus d'investissement constitue un détour de production par lequel des dépenses d'équipement sont susceptible de produire, à terme, une valeur ajoutée supérieure à celle d'une distribution et consommation intermédiaires des sommes disponibles. Toute dépense a un coût d'opportunité. La réduction des dépenses militaires provoque la récession du secteur économique directement concerné, une dévalorisation du capital et une récession avec les pertes d'emplois afférentes mais aussi de nouvelles opportunités d'action. A long terme, du fait de l'improductivité économique des dépenses militaires, elle est susceptible de favoriser le développement économique national. Tout investissement implique des succès et des échecs possibles. Deux exemples sont illustrés par le graphique 1 (Hartley, 1993, p. 130).

Le scénario S représente une procédure de désarmement conduisant à un investissement rentable, avec de faibles coûts initiaux, et une période d'ajustement courte qui débouche sur une phase d'expansion des bénéfiques résultant du taux élevé de rendement interne social du désarmement. Le scénario F est moins favorable, avec des coûts d'ajustement élevés sur une longue période et des bénéfiques relativement faibles des nouveaux investissements. Dans ce scénario, les marchés en récession entraînent les autres composantes de l'économie vers le bas et malgré la réduction des dépenses improductives, l'économie de marché reste profondément déséquilibrée.

Graphique 1. Le désarmement comme un processus d'investissement (Hartley, 1983, p.130).



Même s'il ne tient pas en compte l'incidence de la réduction des dépenses militaires sur les régions, les secteurs et les firmes ou des problèmes d'adaptation du capital à usage militaire en faveur d'une production civile, ceteris paribus, le modèle macroéconomique mondial MULTIMOD du Fonds Monétaire International (1993) confirme cette hypothèse en montrant que les bénéfices à très long terme consécutifs à la réduction homogène des dépenses militaires de 20 % sont importants (plus de 10.000 milliards de dollars constants 1992) et largement répartis dans le monde. La première année, le produit national des pays industrialisés décline certes de plus de 6 milliards de dollars, mais dès la seconde année, du fait d'une réduction importante des taux d'intérêt et des dépenses publiques et de l'augmentation de la consommation et de l'investissement privés, les effets économiques deviennent positifs (pour la seule cinquième année, des bénéfices de 34,8 milliards de dollars pour les pays développés et 6,9 milliards de dollars pour les pays en voie de développement). Les pays qui s'engagent dans les réductions les plus importantes bénéficient d'une forte croissance de la consommation et de l'investissement à long terme, mais ils subissent à court terme des pertes importantes. Compte tenu de la baisse des taux d'intérêt et de l'augmentation de la demande, les

pays en voie de développement endettés reçoivent des avantages relatifs plus importants que les pays industrialisés.

Tableau 1 – Les politiques publiques

Types de politiques	Exemples
Politique industrielle	<ul style="list-style-type: none"> - Aide fiscale aux entreprises reconverties - Subventions aux actions de conversion - Soutien de l'Etat pour les activités innovatrices - Aide spécifique à l'utilisation civile des équipements anciens - Aides aux nouveaux investissements
Politique de l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Formation permanente - Recyclage - Information - Aide à la mobilité - Protection transitoire de l'emploi - Nouveaux programmes de R&D civils - Mise en place d'une cellule de conversion
Politique technologique	<ul style="list-style-type: none"> - Législation concernant la relation entre R&D civile et R&D militaire - Définition des nouvelles priorités technologiques
Politique régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Localisation de la politique industrielle - Infrastructures - Concertation de conversion avec les autorités locales - Incitations des entreprises pour la diversification de leurs investissements
Agence étatique de conversion	<ul style="list-style-type: none"> - Aide à la conversion des installations industrielles des produits militaires vers les produits civils - Soutien financier des industries et entreprises converties, de façon à les rendre compétitives.
Politique de demande globale	<ul style="list-style-type: none"> - Politique budgétaire compensatrice - Choix des dépenses complémentaires en fonction de critères économiques et sociaux (emplois, besoins essentiels, infrastructure, aide aux entreprises sinistrées, etc.) à définir.

Cependant, une régression économique conjoncturelle provoquée par la réduction des achats internes d'armement peut conduire à des effets d'irréversibilité sectorielle ou régionale, notamment en matière de conversion d'activité industrielle. Une bonne gestion de la réduction des dépenses militaires devrait s'exercer des incidences positives à long terme sur la recherche-développement civile, sur la productivité réelle des économies nationales ou sur la confiance dans les relations internationales d'échange. Les politiques publiques sont nécessaires pour aider les ajustements économiques ; elles peuvent favoriser la minimisation des coûts d'ajustement et de la conversion, tout en apportant leur soutien à la maximisation des bénéfices éventuels du désarmement. Des politiques publiques variées sont disponibles et leur utilisation dépend des différents types d'économies (pays industrialisés de marché ; économie en transition ; pays en voie de développement, pays les moins avancés). Ces politiques peuvent être classifiées en appliquant une analyse en termes de fonction de production (Tableau 1).

Toutes les politiques publiques ne sont pas appropriées pour intervenir dans le processus de réallocation des ressources du secteur militaire vers les activités économiques civiles. Par exemple, les subventions des Etats qui soutiennent des firmes économiquement inefficaces et qui maintiennent artificiellement les emplois des industries de défense constituent un obstacle aux ajustements sociaux désirables et à la réallocation économique, et elles représentent un réel gaspillage des ressources. Analysé comme un investissement, le désarmement offre des opportunités et des challenges économiques intéressants.

La conversion financière publique ou privée

Le rôle de l'Etat dans la vie économique s'est accru pendant les périodes de conflit. L'intervention systématique de l'Etat dans la vie économique connue, sous couvert d'intérêt collectif, des pouvoirs parfois injustifiés à une bureaucratie, qui cherche notamment à augmenter l'effort militaire en vue de renforcer son pouvoir et son quasi-monopole de l'information. En situation de sous-emploi, les dépenses militaires comme les autres dépenses publiques exercent des effets positifs sur la croissance économique, car elles relancent la demande intérieure, par l'augmentation de la masse salariale versée et les achats de matériels nationaux d'armement. Elles provoquent alors l'effet multiplicateur keynésien. Cependant, il existe plusieurs critiques importantes à cette analyse.

- La relance par les dépenses publiques peut se faire avec les dépenses civiles ; il est indéniable que les dépenses militaires ne sont pas économiquement optimales dans la lutte contre le sous-emploi, même si une guerre victorieuse peut permettre à une nation de s'approprier les richesses du pays vaincu. Au Niveau mondial, cette situation s'apparente à un jeu à somme négative. Joan Robinson a montré clairement que l'analyse keynésienne n'insistait pas suffisamment sur l'utilité propre des investissements. La course aux armements et le commerce des armes expliquent en partie les succès d'un capitalisme incapable pour autant d'éradiquer la pauvreté interne et d'aider les pays en voie de développement. Lorsque le chômage augmente et les profits diminuent, l'Etat investit dans l'armement, ce qui n'est pas très satisfaisant pour l'épanouissement des hommes.

- Les dépenses militaires peuvent accroître la demande sans que l'offre des secteurs industriels soit en mesure de la satisfaire, provoquant ainsi un essor des importations et de l'inflation, propice à l'émergence d'une crise économique plus ou moins grave.

- La croissance économique peut conduire à des impasses. Un pays peut recevoir, sur une courte période, des effets positifs de son industrie d'armement. Cependant, l'apparition de nouveaux systèmes d'armes peut réduire à néant la compétitivité des firmes qui ne disposent pas d'une recherche-développement suffisante pour compenser à terme leur retard technologique. Dans ces conditions, la croissance économiques des premières années d'exploitation de l'entreprise se soldera par une récession économique d'autant plus grave que l'économie nationale est pauvre et fragile.

- Enfin, en période de plein emploi, le fameux choix entre le beurre et le canon réapparaît. La réponse ne dépend pas évidemment des seuls critères économiques.

Les procédures de conversion devraient tendre à réduire l'importance des formes étatiques militarisées et bureaucratisées, mais elles ne peuvent pas faire l'économie d'une politique industrielle. La plupart des économistes considèrent que le gouvernement américain a mené une politique industrielle importante avec le financement de son secteur militaire protégé par le secret. Le gouvernement doit tenir compte des problèmes socio-économiques d'une telle décision, il s'est souvent investi lui-même dans l'activité productive de la défense et il ne peut se dégager des contraintes socio-politiques qui le rendront responsable de la récession.

Effets de substitution dépenses militaires/investissements

Il existe un effet de substitution à l'investissement des dépenses militaires (Fontanel, 1982, 1992). Chaque fois que les dépenses militaires augmentent dans un pays, la croissance de l'investissement national diminue. Si à court terme, la demande restant constante, la croissance peut se maintenir, il en va différemment de ses perspectives à moyen terme, à partir du moment où le vecteur fondamental de l'économie de demain n'est pas assuré à son niveau optimal. Cette relation est fondée sur trois explications, à savoir l'effet d'éviction, les objectifs de la consommation sociale et les contraintes de la capacité industrielle.

- Les impôts nécessaires au financement des dépenses militaires dépriment la demande privée et diminuent le profit espéré de l'investissement. Les dettes éventuelles liées au financement de l'effort d'armement conduisent à une augmentation des taux d'intérêt et favorisent donc une récession de l'investissement privé. Enfin, l'effort de défense réduit ou retarde les autres programmes gouvernementaux qui dépendent souvent d'une décision discrétionnaire. Ces effets d'éviction sont incontestables, mais ils jouent dans des registres différents dans le temps et dans l'espace.

- Les achats militaires sont spécialisés dans certaines industries spécifiques comme l'aéronautique, la construction navale ou l'informatique, secteurs typiquement de biens de production. Si la demande militaire devient prioritaire, ces industries ne peuvent plus fournir la demande civile de biens en capital, notamment dans les périodes de réarmement rapide.

- L'objectif de consommation sociale pose le problème du partage des ressources de la société entre aujourd'hui et demain. La consommation privée ou publique comme la santé sont des « concernés du présent », alors que les dépenses militaires, sauf en période de conflit avéré, ne produisent pas de bénéfices immédiats et constituent donc des biens « d'avenir ». Il est possible de substituer consommation publique et consommation privée d'une part, les dépenses militaires et investissements d'autre part, les substitutions entre les deux groupes s'avérant limitées. Dans le cas où l'effort économique de défense est perçu comme un besoin présent, fournissant des profits immédiats ou répondant à une urgence de sécurité, les dépenses militaires se substituent alors à la consommation globale. C'est donc l'imminence d'un danger et sa perception nationale qui détermine la qualité de la substitution entre dépenses militaires et investissement.

Plus généralement, le mécanisme général est globalement le suivant :

- 1) Le taux de chômage est fixé indépendamment du niveau des dépenses militaires,
- 2) la part de la consommation, privée et publique, ne dépend pas, au moins en situation de paix, de l'effort de défense et elle est relativement stable,
- 3) les accroissements des dépenses militaires se réalisent au détriment des dépenses d'investissement (privés et publics civils) et
- 4) De faibles taux d'investissement sont associés à de faibles taux de croissance.

Les sociétés distinguent les provisions pour le présent (consommation publique et privée) des provisions pour le futur (dépenses militaires et investissement). Il y a une forte justification à cette idée ; en temps de guerre et de survie nationale, les dépenses militaires cessent d'être analysées comme des investissements, une réserve pour le futur, mais plutôt comme un bien de consommation immédiate, qui conduit à sacrifier la consommation alimentaire, les loisirs, les vêtements, à cette fin. Enfin, en utilisant simultanément les techniques intersectorielles, interspatiales et chronologiques, Ron Smith a mis en évidence une forte substituabilité de l'investissement et des dépenses militaires. Cette analyse a été confirmée par de nombreuses études complémentaires (Fontanel, 1993).

Quatre facteurs peuvent cependant infirmer cette relation, à savoir l'acceptation sociale de l'effort financier de la défense, la structure des dépenses militaires (part des dépenses de personnel par rapport aux dépenses de capital ou d'infrastructures), le niveau de la croissance économique (en période de stagnation économique, les dépenses militaires sont plus directement en concurrence avec l'investissement) et l'existence d'une forte industrie nationale d'armement.

Efficacité de la conversion des investissements

De nombreux économistes présentent les dépenses militaires comme un fardeau, *ceteris paribus*. Ils ajoutent que les dépenses militaires produisent des tensions inflationnistes importantes susceptibles de réduire la compétitivité nationale et d'engendrer des effets d'éviction. En termes de coûts d'opportunité, les dépenses militaires ont un effet négatif sur le développement économique (Fontanel, 1993). Pour Nef, c'est la paix qui stimule l'activité d'un

pays, alors que la guerre paralyse les relations commerciales, détruit les productions et retarde l'application civile de la recherche. Il conteste l'analyse de Sombart selon laquelle la guerre serait un facteur de développement, notant que les plus grandes découvertes militaires ont souvent été réalisées à des fins pacifiques. Parmi les auteurs contemporains, Melman (1985) souligne les effets néfastes des dépenses militaires sur l'économie, notamment la perte de compétitivité, le développement de la bureaucratie ou diminution de l'investissement productif.

L'efficacité d'un investissement se mesure à l'aune de ses effets induits d'entraînement. Dans ce sens, l'industrie militaire constitue un pôle de développement soit par l'effet d'approvisionnement (backward linkage effect) qui met en évidence l'accroissement de la demande de tous les secteurs de production situés en amont du secteur bénéficiaire de l'investissement, soit par l'effet débouché (forward linkage effect) qui touche les secteurs en aval. La production des matériels militaires stimule le secteur civil par l'achat des consommations intermédiaires sur le marché domestique et par la création de nouveaux emplois. Cependant, ces effets d'entraînement ne sont pas décisifs pour le développement, car le risque d'obsolescence est considérable, les économies 'échelle obtenues par l'exportation sont fiables eu égard aux risques encourus, la probabilité de pénétration des capitaux étrangers n'est pas négligeable et les industries militaires sont fortement consommatrices de capital.

Si Mary Kaldor (1982) avait parlé de technologie militaire baroque pour expliquer son degré excessif de sophistication qui rendaient les retombées civiles fort improbables à court terme, Browne considère qu'il n'est pas pour autant possible de conclure que les dépenses militaires exerceraient des effets perniciose sur l'innovation américaine ; mais aucune relation ne peut non plus être établie sur la question des retombées à court terme de la technologie militaire sur son homologue civile. Cependant, les arguments avancés pour stigmatiser l'influence du secteur militaire dans la technologie moderne ne sont pas toujours cohérents entre ceux qui considèrent à la fois que les applications civiles de la R&D militaire sont très faibles (théorie de l'arsenal baroque) et que les sociétés contemporaines connaissent un processus de militarisation de l'économie (théorie du complexe militaro-industriel) et ceux, qui, tout en considérant que la recherche militaire constitue un vecteur essentiel du développement économique actuel (théorie du capital humain et de la formation) considèrent qu'elle doit être protégée d'une diffusion civile qui ne manque pas de favoriser, à terme, les

noirs desseins des adversaires potentiels (théorie de l'échange inégal). Ces ambiguïtés analytiques s'expliquent par la diversité des situations sectorielles, régionales, nationales, temporelles des relations nécessairement étroites entre les technologies militaires et leurs homologues civiles.

Cette présentation reste cependant ambiguë. La technologie militaire utilise naturellement la technologie civile, mais elle-même réduit sa diffusion par le secret mais aussi par l'écart considérable qui existe entre ses produits très sophistiqués, fabriqués en petite série, et ceux du secteur civil, le quel n'est influencé qu'indirectement par les grandes décisions prises par l'Etat dans les filières principales de la recherche fondamentale. Ainsi, si le choix gouvernemental se porte sur l'arme nucléaire, les deux secteurs bénéficient de l'énergie atomique, mais le secteur civil verra ses propres choix en matière d'énergie limités par l'importance des financements des contrats de recherche affectés au nucléaire. Le rapport de force est alors du côté du secteur militaire.

Bibliographie

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Grenoble.

Browne, L.E. (1988), Defense Spending and High Technology Development, *New England Economic Review*, September-October.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement. *Fondation pour les Etudes de Défense Nationale*. 19.

Cronberg, T. (1993), *The price of Peace. Military conversion on the enterprise level in Russia*, Tekster om Techologivurdering Technology Assessment Texts, 10.

Després, L. (1994) Les conséquences économiques du désarmement dans l'ex URSS : Conversion des industries de défense et exportations d'armes. *Ares, Défense et Sécurité*, Grenoble.

Fontanel, J. (1982), Military expenditures and Economic Growth (France, Morocco), Report Written for United Nations 6, New York..

Fontanel, J., Smith, R. (1986), Le coût des forces nucléaires, *Arès, Défense et Sécurité*.

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J., Ward, M. (1993), Military Expenditures, armament and disarmament, *Defence and Peace Economics*, 4(1).

Fontanel, J. (1994), Economics of Disarmament. *Defence and Peace Economics*, n°2.

Fontanel, J. (1994), *La conversion économique du secteur militaire*, Economica, Paris.

IMF (1993), GEM : A new International Macroeconomic model, International Monetary Fund, Washington.

Izyumov, W. (1993), The National Experience of the USSR, *Proceedings of the United Nations on Conversion*, Moscow, August.

Kaldor, M. (1982), *The baroque arsenal*, Deutsch, London.

Melman, S. (1992), Successful conversion experiences, in *Conversion Opportunities for Development and Environment*, Springer-Verlag, Berli.

Nef, U. (1949), *La route vers la guerre totale*, Armand Colin, Paris.

Richardson L.F. (1960). Arms and insecurity – A mathematical study of the causes and the origins of war. The Boxwood Press, Chicago.

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1987), Capital-Labour substitution in defence provision, in *Defence Security and Development*, Pinter Publishers, London.

UEO (1990) *Konversiya – La reconversion de l'industrie militaire soviétique*, Rapport, document 1249. 7 novembre.

ONU (1981), *Etude des rapports entre désarmement et développement*, A/36.356, New York

UNIDIR (1992), *Economic Aspects of Disarmament*. United Nations, A/47/346, Geneva.